

Communisme en mouvement

Numéro 24

octobre 2008

Le CN du PCF invente la schizo-stratégie

Si le Parti communiste était une personne, elle aurait un sérieux problème d'identité, de l'ordre de la schizophrénie.

D'un côté, le " parlement " du Parti vient d'adopter une résolution intéressante concernant les élections européennes de juin 2009 : elle lance un appel à toutes les forces et aux citoyens pour la constitution de listes unitaires ; elle inclut de co-élaborer les contenus d'une campagne commune. Le débat a notamment concerné une formulation très maladroite, qui présentait le renouvellement des élus sortants communistes comme une forme de préalable. Après discussion, il a été rappelé que Francis Wurtz avait été élu sur une liste co-construite, dans la continuité de la gauche populaire et citoyenne des Régionales de 2004, le texte évoque finalement la volonté d'élire des députés antilibéraux, dont des députés communistes, notamment là où il y a un élu communiste sortant. Ce passage n'est pas terrible, mais nous nous sommes prononcés pour la démarche, qui marque **potentiellement** un tournant stratégique : tout dépendra de la concrétisation des intentions énoncées.

D'un autre côté, le débat sur la préparation du congrès, centré sur les travaux de la commission de transparence des candidatures. La base officielle n'a rien d'une base commune ? Le mandat de l'Assemblée générale de décembre 2007 est oublié ? Le bulletin de vote est scandaleux (puisqu'il ne permet pas aux milliers de communistes qui ne se reconnaissent dans aucun des textes de s'exprimer) ? L'*Humanité* gomme du texte " Nous voulons un débat extraordinaire " la référence au fait que seuls 88 des 254 membres du conseil national se sont prononcés pour la base officielle ? Et certains font mine de s'étonner que nous ne voulions pas jouer le jeu !

Quant aux premières discussions sur la direction, elles révéleraient que les difficultés seraient liées au nombre de membres de l'instance nationale, à l'existence des sensibilités, et non au manque de délibération démocratique et de transparence, aux méthodes et au manque de travail. Il nous faudrait donc une direction " resserrée " et plus " homogène ". Et voilà qu'on se met à chercher " le meilleur dirigeant possible ", Marie-George Buffet dénonçant sévèrement les prétendants en campagne.

Il n'est pas souhaitable et pas possible de jouer le jeu habituel des congrès ordinaires. Car, dans la situation où nous sommes, le seul choix conséquent serait de remettre à plat le processus de préparation du congrès.

Les 29 et 30 octobre, il n'y a pas de base commune à départager car il n'y a pas de base commune. C'est pourquoi, partout en France, des camarades soumettent aux Assemblées générales des bulletins de vote alternatifs (indiquant la possibilité de ne soutenir aucun des trois textes), s'apprêtent à voter blanc ou nul, ou se détournent du vote. Souverainement.

Sommaire

1. Interventions au Conseil national du PCF du 24 octobre 2008 :

Pour la convergence de la gauche de gauche en juin 2009 – Gilles Alfonsi - p. 3

Une autre direction est possible – Gilles Alfonsi – p. 4

Travailler des convergences – Bernard Calabuig – p. 5

Force politique : urgence – Chantal Delmas – p. 6

Rassembler et co-élaborer pour les Européennes – Jean-Michel Ruiz - p. 7

Un congrès lunaire, un projet de résolution sur les Européennes ouvert -
Philippe Stierlin – p. 8

Diversité ou conformisme, conservatisme, légitimisme – Pierre Zarka -p. 10

2. Communistes, oui ! Mais dans quel espace ?

Le communisme ne reprendra des couleurs que dans une reconstruction
collective à gauche – Roger Martelli – p. 12

Lettre au conseil départemental du Morbihan – Alain Le Roux -p. 14

Divorce à l'amiable – Laurent Eyraud – p. 16

Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à :
communisme.mouvement@free.fr - Pour le recevoir régulièrement ou-et permettre à des amis de le
recevoir, prenez contact sur <http://communisme.mouvement.free.fr>

1. Interventions au Conseil national du PCF :

Pour la convergence de la gauche de gauche en juin 2009

Gilles Alfonsi, Seine-Saint-Denis

700 signataires de l'appel lancé à l'initiative de la revue Politis se sont réunis le 11 octobre à Gennevilliers. Ils étaient à l'image de la diversité que nous avons connue lors de la campagne pour le Non au TCE en 2005. Il y avait là beaucoup de communistes, de socialistes, d'écologistes et de républicains de gauche, des syndicalistes, des associatifs et des militants de la société civile, des citoyens...

La déclaration de principes adoptée au cours de cette réunion a dit la disponibilité des participants par rapport à l'échéance européenne, je cite : " à huit mois des élections européennes, l'assemblée des signataires considère qu'il serait incompréhensible que les forces antilibérales, celles-là mêmes qui ont mené en commun la bataille victorieuse du référendum du 29 mai 2005, ne s'expriment pas en commun à l'occasion de cette échéance. "

Un très grand nombre de citoyens sont en attente ou en recherche d'alternative et peuvent demain se mettre en mouvement dans le cadre d'une dynamique nouvelle. Et des forces sont elles aussi disponibles, si la confiance est recréée et un cadre unitaire posé.

La question est d'ailleurs posée, par exemple, à Jean-Luc Mélenchon, de savoir s'il effectue la rupture si nécessaire, si souhaitable, avec l'orientation sociale-libérale des socialistes, et s'il contribue avec nous à produire un coup de tonnerre en juin prochain.

Oui, à l'occasion de l'échéance européenne, nous pouvons réussir quelque chose de grand : réussir la convergence des forces et des citoyens qui veulent refonder la construction européenne, la réorienter.

La résolution entrouvre la porte pour que cela devienne possible, bien que n'ayons pas fait à ce jour d'analyse approfondie de la période 2005-2007 ; elle relève le gant par rapport à une théorisation de

l'impuissance, même si elle n'est pas suffisamment explicite sur la coélaboration (une " consultation informelle " est loin de faire le compte).

La formule proposée concernant nos élus sortants est maladroite, car elle renouvelle une forme de préalable au rassemblement. Nous n'en sommes pas à une négociation sur les têtes de listes.

La résolution identifie le piège dans lequel nous sommes pris - la tenaille, entre social-libéralisme et protestation inféconde - et une piste pour y faire face - la convergence de toute la gauche de gauche.

Reste que l'essentiel sera bien la concrétisation de cette intention, avec des contradictions fortes par rapport aux orientations proposées pour le congrès.

Une autre direction est possible

Interview, dans le contexte du CN

La proposition de constituer une direction resserrée et homogène s'appuie sur un prétexte : l'existence de sensibilités serait préjudiciable à l'efficacité de la direction. En fait, c'est le manque de délibération démocratique et de transparence qui produit de l'inefficacité.

Je m'insurge contre l'idée qu'il faudrait chercher pour notre direction " son meilleur dirigeant ". D'abord, il nous faut non pas une seule personne mais un collectif. Ensuite, il ne s'agit pas de dégager une élite, mais de mettre en commun des apports. Enfin, nous n'avons pas besoin de guide, mais de l'animation de la prise d'initiatives politiques. Nous avons à constituer un collectif d'animation, au lieu d'épouser le discours managérial.

Travailler des convergences

Bernard Calabuig, Val d'Oise

La crise donne à voir l'urgence d'une alternative. Nul n'est aujourd'hui en mesure d'apprécier l'ampleur des conséquences de la crise financière, fermeture des usines Renault et PSA, récession qui pointe, remontée du chômage, et dans le même temps le gouvernement poursuit la casse des services publics. La Poste et l'Education nationale sont menacées. Les réformes s'accumulent, elles visent à mettre en concurrence les établissements et les individus, l'Ecole maternelle est menacée dans son existence même. Cette situation appelle une initiative de caractère politique, pour en favoriser les conditions, le réseau école engage une consultation de toute la gauche politique.

Si chacun dénonce un système qui marche sur la tête, les réponses à gauche sont défailtantes, non crédibles. Sarkozy parle de moralisation du capitalisme et trace à sa façon une alternative : la refondation du capitalisme. A gauche, le Parti socialiste parle de régulation, ses députés s'abstiennent à l'Assemblée nationale sur le plan Sarkozy. Nous autres, nous avançons des propositions, certes pertinentes, mais qui, en l'absence de projet politique global et de forces pour faire vivre et porter une politique alternative, laissent notre peuple tout aussi désarmé.

Les Français pensent à 60% que la crise financière est bien celle du capitalisme, mais l'issue n'en demeure pas moins tout aussi obscure. La question de l'alternative est bien la question essentielle. Les contenus, le projet de transformation ne sont pas séparables des moyens pour les porter.

La question est de savoir si les forces de progrès, celles et ceux qui s'inscrivent sincèrement dans la recherche d'alternative à l'Europe libérale, vont oui ou non se saisir de l'élection européenne pour se rassembler autour d'un projet de transformation, de refondation de la construction européenne, tournant ainsi la page de l'émiettement qui a prévalu lors de l'élection présidentielle, ou à contrario est-ce le scénario de la dispersion, qui a tant coûté à notre peuple en 2007, qui va perdurer. L'enjeu est d'une importance extrême : est-ce que le pays, qui a fait le NON de gauche au référendum de 2005, aura encore des représentants antilibéraux au Parlement européen ? Allons-nous contribuer à ce rassemblement ou allons-nous construire des listes européennes en lançant un appel à venir nous rejoindre, à nos côtés ? Dans les conditions d'aujourd'hui, il n'est pas imaginable de refaire en moins bien *Bouge l'Europe*, à savoir une liste de rassemblement autour de nous. C'est autre chose qu'il nous faut, tant sur les thématiques, et de ce point de vue les axes proposés dans le projet de résolution me conviennent, que sur la composition de la liste. La résolution propose de lancer un appel à toutes celles et tous ceux qui pourraient décider

de faire ensemble un bout de chemin avec nous, pour élaborer des propositions, jusqu'à la conception de listes, larges, rassembleuses, représentatives des courants d'opinions, de sensibilités, de forces politiques, du monde syndical, associatifs. C'est là un signe encourageant qui devrait nous conduire à répondre favorablement à l'appel issu de la réunion des signataires de *Politis* qui s'adresse aux forces politiques en vue de travailler des convergences pour l'élection européenne. Notre résolution devrait également nous conduire à signer l'appel du collectif Pour une autre Europe qui regroupe toutes les forces politiques, syndicales, associatives avec lesquelles nous avons convergé en 2005.

Force politique : urgence

Chantal Delmas, Val d'Oise

A propos de la crise financière :

S'il est important de favoriser l'analyse et la confrontation sur la crise financière, il est plus que nécessaire de confronter et de rassembler sur cette question, avec la même démarche que lors du referendum sur la constitution. Certes nous avons, comme le disent , un boulevard car la remise en cause du capitalisme est majoritaire comme nous l'a montré le sondage dans *l'humanité* avec plus de 55% de Français qui souhaitent une réelle remise en cause du capitalisme. Mais la question qui est dans la tête des gens aujourd'hui, c'est quelle force politique capable de porter ce changement, cette alternative. Il y a urgence à y répondre car si nous ne trouvons pas ensemble des solutions (par ensemble, je veux parler ici des forces de la gauche de gauche), il peut y avoir face à la désespérance, au manque de solutions progressistes, des alternatives populistes et d'extrême droite.

Concernant les luttes, il y a la poste, mais aussi la santé, un collectif des crises vient de se créer avec des syndicats des banques, le réseau des services publics, les associations de chômeurs. Notre rôle n'est il pas de favoriser tout ce qui fait cohérence avec l'ensemble des forces alternatives pour que l'hégémonie de la gauche devienne réalité ?

Il en est de même pour la question des **élections européennes**. Rappelons tout d'abord que l'appel de *Politis*, hormis les 700 participants à la rencontre du 11/10/2008, est signé par 15000 personnes. Cet appel interpelle les forces de la gauche de gauche pour les prochaines Européennes. L'enjeu de ces européennes n'est pas d'avoir des députés communistes mais d'avoir des députés de la gauche de gauche, rien ne serait pire que de ne pas avoir de représentant hormis les sociaux-libéraux. La résolution proposée par

Francis Wurtz est très bonne, il serait dommage de bloquer, de réduire la démarche unitaire par une phrase dans cette résolution où nous réclamons les têtes de listes là où nous étions élus la dernière fois. Le plus important est de donner un signe fort de notre volonté de rassemblement capable de répondre à l'aspiration majoritaire des Français et redonner ainsi Espoir. La décision que nous allons prendre va symboliquement au-delà des élections européennes.

Rassembler et co-élaborer pour les Européennes

Jean-Michel Ruiz, Val-d'Oise

Lors de notre dernier Conseil national, j'avais déposé, puis retiré, une motion sur l'Europe. Francis Wurtz avait, lors de ce CN, mis en avant que le texte de la motion pouvait limiter les possibilités de rassemblement et que son rapport ouvrait plus de perspective.

Je constate, en effet, que la résolution qui est proposée aujourd'hui donne des signes encourageants qui vont d'ailleurs dans le sens de la motion.

Je ne peux que me réjouir de voir que le PCF lance un appel « aux forces politiques et sociales, aux femmes et aux hommes représentatifs des courants progressistes, comme du mouvement syndical, social et associatif », de lire que nous sommes pour que « les convergences devraient se refléter tant dans les initiatives publiques que dans la composition des listes - jusque y compris dans le choix des têtes de liste ». Cependant, j'ai l'impression que nous érigeons rapidement derrière une barrière qui peut rendre cette volonté affichée irréalisable.

Comment va être perçue par d'éventuels partenaires la phrase précisant que la discussion sur les têtes de liste se fera « notamment » pour ne pas dire « uniquement », « dans les circonscriptions où nous n'avons pas d'élus sortants » ?

Ils pourraient avoir l'impression que ce « rassemblement » n'est en fait qu'un moyen de « sauver les élus PCF sortants ». L'objectif que nous devons nous fixer est, pour moi, de gagner des élus ayant une vision alternative de l'Europe, et bien sûr, dans une dynamique qui pourrait naître de cette volonté, de nouveaux élus communistes.

En fait, maintenir cette phrase risquerait de donner le signal d'une tentative de « rassemblement autour du PCF » alors que c'est d'un rassemblement d'un niveau égal, voire supérieur, à celui de la campagne référendaire de 2005, dont les peuples européens ont besoin.

De plus, s'il est clair que le travail des élus communistes et de leurs alliés au Parlement européen est incontestable et nous permet de porter des propositions d'un très haut niveau, nous ne pouvons pas limiter l'offre faite à d'éventuels partenaires à celle faite par le PS à la gauche en France, à savoir un rassemblement derrière des propositions figées, amendables à la marge.

Nous ne devons pas avoir peur bien sûr de proposer, mais aussi de confronter, pour que le projet que nous co-élaborerons ensemble, avec les forces politiques et les citoyens qui composeront ce rassemblement, soit réellement le fruit d'un travail commun, enrichi par l'apport de toutes les sensibilités qui le compose.

Je propose donc de retirer la phrase « notamment...élu sortant » et de faire apparaître fortement l'idée de co-élaboration d'un projet.

Un congrès lunaire, un projet de résolution sur les Européennes ouvert

Philippe Stierlin, Paris

*« Quand la société bouge, la tâche de continuité, inventive et constructive, doit défendre l'héritage et dans un même mouvement se défendre de cet héritage. »
Predrag Matvejevic - Conférence du Collège de France – Aubervilliers*

- **Le 34^e (et ordinaire) Congrès du PCF se fait presque hors de la société. Sa préparation interne est également lunaire : les communistes auront 15 jours pour décider du choix d'un texte déterminant pour l'avenir et l'existence du communisme politique en France.** Et si la forme, c'est le fond qui remonte à la surface, la tournure prise par le 34^e Congrès dont les dés sont d'ores et déjà pipés, est alors très inquiétante. Le mandat de l'AG extraordinaire de décembre, qui ne devait exclure aucune option – dont celle de la création d'une nouvelle force politique à composante communiste - a été trahi. La base adoptée par 88 membres du Conseil National sur 254, en fait de base « commune », est la base « officielle » du noyau dirigeant. Les communistes eux n'ont toujours pas reçu l'ordre du jour du Congrès, obtenu par un vote à bulletin secret au CN de juin 2008 et qui était ainsi formulé : « La construction d'une alternative en France, en Europe et dans le monde, l'avenir de la gauche, du communisme, du PCF ; la nature et l'ampleur des

transformations à opérer ; la mission, la composition et l'élection des directions ». Quant au bulletin de vote, il vise d'abord à légitimer à tout prix la base dite « commune » par rapport aux autres textes et ne permet pas à ceux qui ne se retrouvent dans aucun des textes de voter. Cela fait beaucoup. Pour beaucoup, le vase fissuré cette fois s'est cassé et nous n'en recollerons pas les morceaux.

- **Le projet de résolution proposé par Francis Wurtz sur les élections européennes est en revanche potentiellement ouvert, sous réserve d'un ou deux amendements pour lever toute ambiguïté.** Le texte que nous allons adopter doit permettre de redonner la pêche, de susciter à nouveau de l'espérance chez les communistes et chez toutes celles et tous ceux qui se sont engagés dans la bataille du NON de gauche au TCE.
- **Par ailleurs, la résolution devrait donner à voir que nous sommes convaincus à 100 % de cette démarche.** Nous ne devrions pas partir battus en raison des « méchants médias » ou de la « perversité du mode de scrutin ». Nous devons partir gagnants en nous appuyant sur la victoire du 29 mai 2005, sur les qualités antilibérales et anticapitalistes que nous avons donné à ce NON, sur la formidable dynamique populaire qui a été enclenchée grâce à la somme d'énergies différentes, sur la vitalité démocratique que nous ne pouvons à nouveau désespérer.
- **Il est essentiel que la résolution insiste sur la co-élaboration avec les forces politiques, syndicales et associatives du NON de gauche et sur la nécessité d'ouvrir un front le plus large possible – du NPA à PRS en passant par l'Appel des 200 et les 1000 collectifs du NON de gauche – face à l'Europe des libéraux et des sociaux-libéraux.** La crise financière ne fait que conforter ce besoin, mais le moteur c'est que nous ne pourrions nous sortir de la bataille sur les contenus (directives européennes de libéralisation, désintégration des services publics, politique énergétique, indépendance de la BCE...) que rassemblés.
- **Aller vers un tel front suppose de créer les conditions pour réussir.** Toute démarche qui serait à nouveau perçue comme boutiquière ou mettant des préalables nous reconduirait dans les ornières de la Présidentielle, mettrait un ver dans un fruit que l'on a envie de croquer. Aussi, la phrase actuelle concernant la « reconduite de nos élus dans les 2 circonscriptions où ils ont sortants », telle que formulée est maladroite. Elle gâche tout le reste de la résolution. Je comprends le souci légitime « si on est ensemble, on partage ensemble ». Ainsi quand on fait un gâteau (en l'occurrence un marbré), ceux qui mettent la farine, les œufs, le sucre et le chocolat veulent légitimement la part à laquelle ils ont contribué. Mais on ne peut pas commencer par dire que nous voulons la part de celui réalisé il y a 5 ans, quand nous n'avions

pas la levure de la bataille victorieuse du NON. Et concrètement, on ne peut dire à des partenaires « aidez-nous à sauver nos élus sortants et prenez le risque de vous prendre un caramel dans les autres circonscriptions ». Retenir un amendement indiquant **« qu'il faut créer les conditions pour faire élire un maximum de député-e-s européens s'inscrivant dans cette réorientation de l'Union Européenne, et parmi eux des député-es communistes »** aiderait à voter la résolution.

Diversité ou conformisme, conservatisme, légitimisme

Pierre Zarka, Seine-Saint-Denis

Si on veut produire de la politique qui soit à la hauteur des événements, ce qui est en jeu c'est la manière dont on recourt à toutes les énergies des communistes, donc à leur diversité. L'expérience et certains aspects de l'intervention de Marie-George m'inquiètent.

J'ai déjà dit que le refus des tendances masquait que l'entourage de la première secrétaire était une tendance. La teneur monolithique de ce qu'on appelle abusivement « la base commune » en témoigne. Elle est l'expression d'un accord de 88 camarades et de s'y limiter traduit le rejet de toute autre conception dans le ghetto de la dissidence. A l'image des règles de la V^{ème} République que l'on est censé combattre, la formulation du bulletin de vote amalgame le refus politique d'être dans ce ghetto à de l'abstention par indécision. Pour les communistes qui ne se retrouvent pas dans ce type de préparation, il reste de voter nul.

Le souci obsessionnel d'une direction resserrée nous fait reculer au regard de l'ouverture existante depuis le 25^o Congrès en 1985. Et pourtant jamais, malgré ce que nous en disons, le statut de la diversité n'a été autre que vaguement tolérée, avec plus ou moins d'impatience suivant les moments et la manière dont la réalité s'imposait à nous ou pas.

L'efficacité ? Pour un Parti qui passe en 20 ans de 20% à 1,9%, l'efficacité ce devrait être de chercher à tout remettre en chantier et, pour cela, à être au plus près des réalités sociales, politiques et culturelles de son temps. Une direction resserrée ? Si, lorsque l'on

dénonce la « représentativité », c'est à l'expression de courants que l'on pense, alors ce sera une direction qui ressemblera de moins en moins à la réalité des communistes, sauf à ce que cette diversité soit de fait, sans bruit, conduite à s'en aller. Comment prétendre analyser le complexe autrement qu'à partir de la diversité des approches ? Celle-ci ne peut être seulement le résultat des « compétences », comme cela est dit, mais une visée pour créer les conditions d'une direction efficace.

Or l'absence de reconnaissance de la diversité nourrit du conformisme, du conservatisme et du légitimisme dans la mesure où explorer le nouveau, c'est prendre le risque individuel de se dégager de toute mise en conformité. Combien n'osent pas prendre ce risque ?

L'efficacité serait de reconnaître que la diversité « fait notre richesse » pour reprendre un mot d'ordre vieux de 23 ans. Cela s'organise collectivement. Au lieu de brandir les tendances comme un épouvantail, on ne s'est pas interrogé si fatalement elles conduisaient à « devoir s'aligner sur des chefs de file » ; comme si fatalement elles portaient en elles des « oppositions figées » alors que, comme le disent des camarades, « il y a du bon à prendre partout ». Mais comment prendre le « bon de partout » si on accole au « partout » l'image de la dissidence ? L'efficacité aurait voulu que l'on s'adresse ici, comme cela avait été demandé par plusieurs d'entre nous, à toutes les « grandes gueules » et qu'on leur dise : « Allez-y, écrivez votre morceau de base commune et on va demander aux communistes de faire le tri qui n'a jamais été fait depuis trente ans ».

Il y a deux attitudes possibles devant une crise politique : soit on se dit que c'est le moment de s'ouvrir, qu'un peu de désordre ne nuirait pas au contraire, soit on se replie et on glisse lentement mais sûrement vers la secte.

L'immobilisme n'existe pas en politique : il y a toujours une dynamique vers quelque chose d'autre que le présent, soit vers du positif soit vers du négatif. Une décision efficace, c'est une décision qui anticipe sur cette dynamique.

Si à 1,9% nous ne considérons pas que nous ayons le dos au mur, que faudra-t-il qu'il nous arrive pour que nous réagissions ?

2. Communistes, oui. Mais dans quel cadre ?

Le communisme ne reprendra des couleurs que dans une reconstruction collective à gauche

Roger Martelli

sur [mediapart](#) le 12 septembre 2008

Je reste persuadé que la référence au communisme est utile. Dans un monde dérégulé par l'omnipotence de la norme privative, par la loi inexorable des marchés et par la frénésie du capital financier, le parti pris critique du communisme me semble plus moderne, paradoxalement, qu'il y a un siècle et demi, quand deux jeunes intellectuels allemands écrivaient *Le manifeste du parti communiste*.

S'adapter aux normes du système, essayer de les réguler à la marge me paraît avoir perdu toute signification : si l'on veut transformer l'ordre des choses, il faut critiquer les mécanismes qui le produisent, les dépasser jusqu'à imposer d'autres valeurs, d'autres normes, d'autres méthodes pour « faire société ».

C'est pour cette raison que je persiste à me dire communiste. En fait je ne connais pas de mot plus simple pour exprimer l'exigence de mise en commun et de partage qui sourd de la société actuelle.

Mais si communiste je veux être, je ne saurais l'être dans la seule répétition. Pour que le communisme vive, doit-il conserver la forme dominante qui a été la sienne après 1917 ? Je ne le crois pas. Il ne suffit plus de redire la leçon du communisme d'antan : il convient de le refonder, de la cave au grenier.

Et de le faire dans le cadre d'une refondation qui dépasse le cadre du seul communisme.

Des forces critiques, il n'en manque pas, depuis que, nous disait-on, le soviétisme s'est effondré et que « l'histoire est finie ». La lutte salariale ne s'est pas démentie, malgré les graves défaites du mouvement ouvrier dans le début des années 1980. Les combats des « sans » (sans logis, sans-papiers, sans-emplois...) se sont multipliés. Les refus des dominations et des carences démocratiques de nos sociétés se sont épaissies.

L'écologie politique bien comprise combat à sa façon les gaspillages de la concurrence « libre et non faussée ».

Les peuples d'Amérique latine cherchent des voies pour se libérer de la tutelle nord-américaine. Le mouvement altermondialiste distille, depuis des années, l'idée juste que le monde n'est pas une marchandise. Les communistes ne sont pas les seuls à se dresser contre le vieux monde. Tout cela additionné fait un vaste mouvement anti-système, quelque chose qui potentiellement, a aujourd'hui la force critique qui fut hier celle du mouvement ouvrier.

Peu importe ici les mots pour désigner cette potentialité et les contenus de son action : " multitude ", " anticapitalisme ", " antilibéralisme " ...l'essentiel est dans la force critique, le désir d'alternative, la passion de l'émancipation. Le problème est que, à la différence du mouvement ouvrier de jadis, ce mouvement critique peine à s'imposer dans l'espace politique.

En France, la sensibilité de souche révolutionnaire n'a jamais été politiquement minorée, comme elle l'est dans de nombreux pays occidentaux.

Dans la plus grande partie du 20^{ème} siècle, elle a même été dominante à gauche.

Entre 1945 et 1978, le PCF a exprimé électoralement à sa façon, le poids de cette tradition. A partir de 1981, il a été distancé par le parti socialiste de François Mitterrand. Depuis sa force militante a persisté, mais son poids politique s'est minoré, jusqu'à la marginalisation. Peut-il aujourd'hui réenclancher, à partir de ses propres bases, une dynamique qui lui redonnerait sa place d'hier ? Je crois totalement utopique cette idée.

Utopique et dangereuse. Parce que, si le PCF s'est affaibli, sa place politique n'a pas été occupée par d'autres. Pendant quelques décennies, il a tenu deux exigences en même temps dans l'espace politique : celle d'une gauche ancrée dans la subversion vraie, dans la volonté de rompre avec l'omnipotence du capital, dans le désir d'une société transformée jusque dans ses racines économique-sociales ; celle d'une gauche à vocation majoritaire, qui ne se contente pas de contester mais qui aspire à exercer, le plus vite possible, ses responsabilités pour aider à changer la société.

Or que trouvons-nous aujourd'hui ? D'un côté un Parti socialiste qui a intériorisé les règles du jeu libéral, comme ses équivalents anglais ou allemands ; un PS qui, d'une façon ou d'une autre, quel que soit son leader, va se recentrer. De l'autre côté, une extrême gauche dynamique et contestataire, mais qui désespérant de rassembler toute la gauche, se contente de regrouper les « anticapitalistes ». Qu'il faille s'inscrire ouvertement dans la tradition révolutionnaire est une chose ; qu'il faille rassembler les forces les plus critiques, ce que j'appelle, moi, les « communistes », est une autre chose, nécessaire. Mais si l'on s'en tenait là, on laisserait le champ libre à un parti socialiste « social-libéralisé », on accepterait de n'être rien d'autre que l'aiguillon de majorités vouées à l'adaptation sociale-démocrate.

Il ne faut pas renoncer, fût-ce un instant, au rassemblement de la gauche toute entière sur un projet transformateur de gauche. Pour cela, il faut que convergent durablement toutes les forces qui ne veulent ni du Sarkozysme ni du Blairisme. **Toutes** : des communistes,

des écologistes, des militants de l'extrême gauche, des républicains, des féministes, des anticonsuméristes, des syndicalistes, mais aussi des socialistes qui ne croient pas que socialisme et libéralisme soient compatibles, comme le suggère le maire de Paris.

Toutes ces forces éparses doivent désormais faire force politique, au singulier et non pluriel, et de le faire durablement et non de temps à autre, à l'occasion d'une manifestation ou d'un meeting.

Un peu comme le font les Allemands de *Die Linke*, qui ont su bousculer la donne tranquille du social-libéralisme d'Europe du Nord-Ouest. L'expérience des dix dernières années montre que nous pouvons nous aussi bousculer le train-train du bipartisme, si et seulement si nous sommes rassemblés.

Nous avons convergé en 2005 et le Non au référendum sur le Traité constitutionnel européen l'a emporté ; nous nous sommes dispersés en 2007 et la gauche radicale a fait, au mieux, la moitié de son score de la décennie précédente.

Si les militants communistes comprennent que leur combat n'a plus de sens hors de cette convergence, s'ils admettent que le communisme ne reprendra des couleurs que dans cette restructuration collective à gauche, ils peuvent rompre le cycle du déclin.

Sinon ils devront se résoudre, soit d'être des supplétifs du PS pour avoir des élus, soit à courir derrière la radicalité nécessaire mais trop courte de la LCR.

Pour ce qui me concerne, je ne suis pas devenu communiste pour cela.

Aux membres du conseil départemental du PCF du Morbihan

Alain Le Roux, Morbihan

Augan, le 9 octobre 2008

J'ai pris la décision de quitter le Parti communiste français. Cette décision s'est imposée à moi comme une évidence. L'écart entre ce que je pense, ce que j'ai envie de faire et l'évolution actuelle du parti est désormais tel que je n'ai d'autre choix que de m'en aller.

Pour autant, je ne me suis jamais autant senti profondément communiste : là est peut-être la clef du problème.

Des incidents récents ont agi comme un déclencheur de mon départ. Lors du dernier conseil départemental auquel j'ai assisté le 7 octobre dernier, j'ai pu constater l'énorme décalage entre les discours qui s'y sont tenus et les actes. D'un côté une volonté affichée d'ouverture

vers les autres, mais au final une fermeture à toute intervention qui ne serait pas strictement contrôlée par la direction départementale. A ma demande, au nom des communistes unitaires, d'organiser des débats dans le cadre de la Fête de l'*Humanité* Bretagne, il m'a été répondu que le parti ne pouvait fonctionner de cette façon ; qu'il ne devait pas étaler au grand jour ses débats internes. Il m'est alors apparu de façon évidente que la direction ne voulait pas perdre la main sur l'organisation de nos débats, dont l'un concerne la recomposition de la Gauche.

Mais la divergence est plus profonde et remonte bien plus loin. Lorsque j'ai adhéré au PCF en 1998, je pensais y trouver un lieu de réflexion, de formation et surtout un outil d'action. Le parti, à cette époque, était déjà en crise profonde et ne cessait de voir son influence baisser. J'y voyais l'opportunité de contribuer à en faire une structure nouvelle, plus efficace et plus inventive, en rupture avec ce passé qui l'avait justement plongée dans le déclin. J'ai été très déçu.

J'ai pu certes m'exprimer librement, d'abord dans le cadre de ma cellule, avant qu'elle ne disparaisse définitivement ensuite au conseil départemental où je siège depuis 2000. M'exprimer, cela veut dire que l'on m'a toujours peu ou prou écouté. Mais m'a-t-on entendu? J'ai compris – tardivement je l'avoue – qu'au parti on peut exprimer ses idées, mais rarement en débattre ; et que si des débats ont parfois lieu, ils ne débouchent presque jamais sur des évolutions concrètes.

Venant du mouvement associatif (réseaux contre l'extrême droite), j'avais espéré trouver au PC une structure me permettant de poursuivre, avec plus de résonance, un travail d'éducation populaire qui me semble être une mission fondamentale pour un parti révolutionnaire. Si j'excepte la période de la campagne référendaire de 2005, où d'ailleurs nous n'étions pas seuls, loin de là, je ne puis que constater que le parti a totalement renoncé à cette ambition.

J'ai aussi été déçu par le fonctionnement du parti, par ses structures trop lourdes, trop centralisées, ne laissant que peu de place aux initiatives et à l'imagination, les étouffant parfois. Par un certain conservatisme dans ses méthodes, dans son expression, son vocabulaire, et surtout dans sa propension à se voir comme le détenteur de la vérité, bref par son manque de volonté d'ouverture aux autres sensibilités.

J'aurai donc passé dix années dans ce parti. J'y ai tissé des liens, vécu des moments forts, rencontré des gens intéressants, souvent attachants. Mais maintenant je ne m'y sens plus utile. Je suis aussi inquiet des évolutions à venir ; le prochain congrès me semble joué d'avance et la platitude et le manque d'ambition du texte préparatoire ne sont pas pour me rassurer. Je redoute que le parti ne se referme définitivement sur lui-même, ne survivant que comme une petite structure, témoin d'un passé révolu. Ou encore qu'il ne soit plus qu'un satellite d'un PS définitivement ancré dans le social-libéralisme. A mon

sens le salut du parti est ailleurs, dans une construction politique avec toutes les autres forces qui veulent en finir avec le capitalisme. Je suis persuadé que notre avenir à nous, communistes, se construira au sein d'une force politique nouvelle, à l'image – et non à l'imitation – de ce qu'ont fait nos camarades de *Die Linke* en Allemagne.

Voilà en quoi je crois, voilà ce que je veux continuer à bâtir, pour le moment avec mes camarades des Communistes unitaires, certainement plus tard dans une structure nouvelle avec, je l'espère, beaucoup de mes camarades du Parti communiste français.

Fraternellement, Alain Le Roux.

Nous sommes pour un divorce à l'amiable

Laurent Eyraud, Hautes-Alpes

par mel, 3/10/2008

Nous sommes pour un divorce à l'amiable

Nous sommes nombreux à rêver d'écrire des textes drapeaux, des manifestes mobilisateurs. Nous cherchons comment dire notre colère sans n'être que colère. Nous planifions l'unité dans notre coin. Nous rêvons de rupture sans fâcher nos voisins. Nous fantasmons la lisibilité de nos actes politiques sans nier la complexité du combat. Chaque étape est une victoire mais nos défaites collectives s'accumulent. Notre maison ne permet plus le plaisir du repos en famille, les grands projets en commun...

En attendant cet enfant idéal qui ne vient pas, cette grande force de gauche, unitaire et populaire, de transformation sociale et écologique....Nous restons à attendre le prince charmant qui nous fera cet enfant... Mais le prince charmant préfère la stabilité d'une gauche molle à la passion révolutionnaire.

Nous sommes nombreux à avoir des amis, des proches au « parti », des histoires aussi, des grandes et des petites. Souvent nous lui devons beaucoup, au parti, des enseignements, des réseaux de luttes, de vies, de boulots... Nous sommes nombreux à chercher à éviter les conflits stériles, les haines viscérales... Nous avons tous dans les 10 dernières années passé beaucoup d'énergies pour chercher l'unité à l'interne... n'avons pas de haine envers le parti, nous ne souhaitons même pas sa mort.

Nous sommes pour un divorce à l'amiable.

Oui, nous sommes devenus trop différents, profondément différents. Il

vaut mieux partir plutôt que continuer de casser la vaisselle. Nous continuerons nous aussi à être communistes, non par opposition au parti... mais par fidélité à son histoire, ses ombres et ses lumières.

Alors que faire ? Et bien partir ensemble. Pas seul chacun dans son coin. Partir en public, aux yeux de tous.

Partir pourquoi ? Et bien dans un même mouvement pour construire un mouvement communiste qui nous ressemble et pour inventer dès maintenant cette force politique nouvelle, cette convergence mobilisatrice.
